

Les historiens de tous bords, pour l'essentiel les jacobins, les pro-allemands et les régionalistes, n'ont cessé de picorer dans la complexité de l'histoire d'Alsace les éléments dont ils avaient besoin pour construire leur propre version des choses, tout en s'accusant entre eux des pires mensonges. Le dossier a récemment connu un retour d'intérêt...

L'histoire de l'Alsace falsifiée ?

Le 14 octobre 2021, le député Yves Hemedinger lançait l'idée d'un enseignement de l'histoire locale. Les réactions que cette idée a suscitées me donnent ici l'occasion de verser une pièce au dossier.

La polémique

Immédiatement, l'universitaire Georges Bischoff prenait position contre ce qu'il qualifiait de *schnapsidee*, littéralement une idée d'ivrogne. Il a malgré tout avancé une série d'arguments, parmi lesquels le danger d'«une histoire officielle avec son catéchisme régionaliste coulé dans le bronze».

Le 23 octobre, dans les DNA, réponse d'Eric Ettwiller, président de l'Association *Unsri Gschicht*, qui reprend les arguments de l'universitaire et

lui reproche de considérer l'histoire de l'Alsace comme une sous-histoire, incompatible avec le roman national.

Sur la même page, Michel Lorentz, maire de Roeschwoog, se plaint qu'on ait commémoré d'avantage la Commune de 1871 et la loi Taubira que l'annexion de l'Alsace -Moselle en 1870 par l'Allemagne.

Il rappelle ensuite les ravages subis par l'Alsace pendant la Guerre de Trente Ans. La population aurait été « violée, empalée, brûlée vive, trucidée, affamée, rouée, décapitée » et au total diminuée de 60 %, avant que des immigrants venus de tous horizons permettent de lancer un « dynamisme chrétien » (sic). Monsieur Lorentz n'est visiblement pas historien.

La réplique la plus récente est venue le 13 novembre 2021 sous la plume de J.M. Gillig, Inspecteur honoraire, qui défendait le bilan de l'Education Nationale et déplorait qu'on puisse faire l'impasse sur des événements tels que la libération de Strasbourg en 1945, les atrocités du Struthof et l'incorporation des *Malgré Nous*.

En écho, l'ICA lançait un manifeste pour l'enseignement de l'histoire d'Alsace.

L'enjeu central: l'identité alsacienne

Dans ce genre de polémique, les arguments des divers intervenants sont quasiment prévisibles.

Je n'entrerai pas ici dans le détail de cette horlogerie bien huilée. Il vaut mieux s'intéresser immédiatement à ce qui alimente la controverse: *l'identité de l'Alsace*. Une population ne peut avoir une identité propre sans une mémoire collective, donc une histoire. D'où la nécessité pour les uns de la gommer, pour les autres, de la réactiver. Dans les deux camps, les plus subtils s'efforceront de la falsifier.

Or, depuis la fin du Moyen-Age, c'est-à-dire depuis que la France et l'Empire Allemand se disputent notre région, il s'est trouvé outre-Vosges et outre-Rhin des communicants politiques, des pseudo-historiens et des propagandistes pour tordre dans tous les sens notre histoire locale.

Les autonomistes se sont joints au concert en apportant leur propre version des choses, et une propension assez pesante pour la dénonciation du récit national à la française.

Une pièce au dossier

L'opinion commune voudrait que L'Allemagne ait eu le monopole des falsifications.

Comme nous avons un goût un peu vieillot pour l'équilibre entre les choses, nous reproduisons dans les pages qui suivent des extraits d'un manuel d'histoire utilisé dans écoles au lendemain du retour de l'Alsace à la France en 1919. Le titre en est *Le livre unique d'histoire de géographie et de sciences*, sorti en 1921 chez Istra, maison d'édition aujourd'hui disparue.

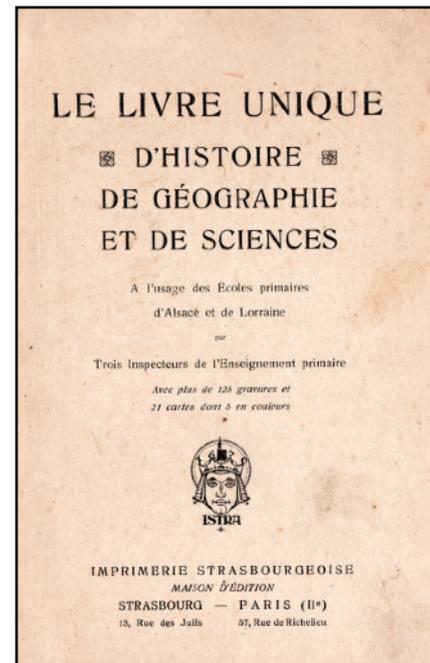
Dès la première page, on apprend que ce manuel est dû à trois Inspecteurs de l'Enseignement primaire, que son message a donc l'aval des autorités scolaires françaises. L'avant-propos annonce que « l'histoire et la géographie locale y ont leur place, la première intimement mêlée à l'histoire générale de la France ». On est en droit de s'inquiéter : comment peut-on *mêler* deux histoires ?

Nos ancêtres les Gaulois

Aimé Césaire raconte avec amusement que lui et son instituteur rigolaient lorsqu'aux Antilles, ils apprenaient que les Gaulois étaient leurs ancêtres. Mais ces fadaïses avaient aussi cours en métropole.

Dès la page 7, le petit Alsacien lit que la France est désormais sa *patrie*, qu'elle s'appelait jadis la Gaule. La France moderne, celle de 1918, en prend la suite, ce qui justifie l'extension de son territoire jusqu'au Rhin.

Un peu plus loin, il apprend que les Gaulois sont ses *ancêtres* et qu'ils ont adopté le latin, qui a donné ensuite le français. Il suffit ici de citer G. Bischoff, pour qui les gens qui nous ont précédés sur cette terre ne sont pas



Le latin, la langue des Romains, fut adopté par nos ancêtres et devint plus tard, avec beaucoup de changements, la langue française.

nos « ancêtres ». La formulation permet de sauter à pieds joints depuis l'Antiquité jusqu'au XX^e s. et de gommer plus de 1000 ans d'influence germanique.

Les auteurs en parlent pourtant, de cette influence germanique. Après tout, il y a eu les Grandes Invasions. Voici ce qui se passe après l'effondrement de la puissance romaine:

Poussés par les Huns, des peuples germaniques passèrent le Rhin et se fixèrent en Gaule. Les Francs occupèrent le Nord, les Burgondes la vallée du Rhône et les Alamans l'Alsace. La langue latine disparut alors dans la plaine du Rhin et fut remplacée par le dialecte alaman.

Jusqu'ici, rien à redire: les Alamans arrivent en l'Alsace et le latin est remplacé par le dialecte alémanique. Pourtant quelques lignes plus loin, on lit ceci à propos de Clovis:

Il s'empara du dernier reste de l'empire romain en Gaule; il battit les Alamans auxquels il enleva l'Alsace et le pays rhénan. Plus tard il conquiert le pays au sud de la Loire ainsi que la Bourgogne.

Notez que les Alamans *occupaient* l'Alsace, comme les Prussiens entre 1870 et 1918. **Clovis** la leur *reprend*, autrement dit, il les expulse. Les termes sont ambigus et dans le contexte de l'époque, ils ont une résonance particulière.

En fait, nos trois inspecteurs se situent dans la droite ligne de l'historiographie française d'après 1681. L'abbé Laguille au XVIII^e s. faisait se succéder en Alsace les Celtes, les Romains puis les Francs, dans lesquels il fallait reconnaître les Français.

Il faisait l'impasse sur les Alamans, dont le nom rappelle les Allemands. A l'époque de la parution de ce manuel, l'abbé Wetterlé et Aumont-Tourneur s'efforçaient de prouver une continuité entre les anciens occupants des lieux (les Gaulois romanisés) et les Français qui, sous Louis XIV, ne faisaient que revenir chez eux.

L'incontournable Sainte Odile

Tout un chapitre est consacré à la légende de **Sainte Odile**, patronne de l'Alsace chrétienne. Quoi d'étonnant? On est en 1921 et depuis 1919, c'est le Bloc National qui est au pouvoir en France. A l'approche de la fin de la guerre, le clergé catholique avait commencé à s'inquiéter sur son sort en cas de victoire française. Que deviendrait le Concordat? L'Eglise sut rappeler à la France le poids qu'elle avait dans la région. Le Bloc National s'efforça de la rassurer: on mit en sourdine le laïcisme des radicaux, qui faisaient pourtant partie de la majorité; lors de l'inauguration de l'Université française de Strasbourg en 1919, on commémora non pas le retour de la république, mais l'entrée du très catholique Louis XIV à Strasbourg en 1681.

La légende de Sainte Odile trouvait

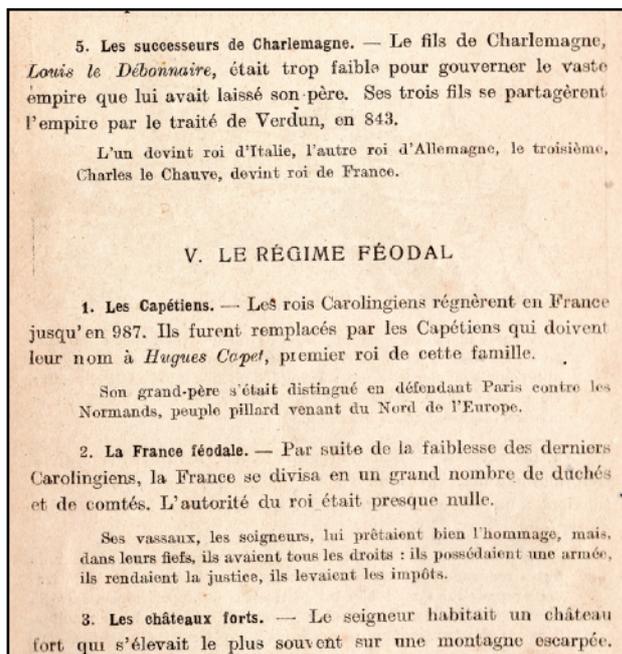


LA SOURCE DE SAINTE ODILE

donc naturellement sa place dans un manuel scolaire. Elle présente d'ailleurs tout le merveilleux d'un conte pour enfants.

L'Alsace, française dès 843 ?

Suit un chapitre sur l'empire carolingien et sur le règne bienfaisant de Charlemagne. Après tout, ce sujet aurait pu figurer dans un manuel allemand. Pas un mot sur le sort de l'Alsace. Tout juste lit-on qu'en 843, ses petits-fils se partagèrent l'empire et que Charles le Chauve devint roi de France. Pas un mot sur le serment de Strasbourg.



En passant du chapitre IV au chapitre V, on saute de Charlemagne à la France des Capétiens et tout se passe désormais comme si l'Alsace en faisait partie. Or, elle fait d'abord partie de la Lotharingie avant de basculer du côté germanique.

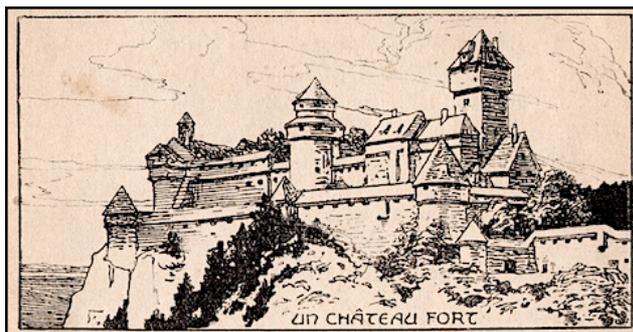
On appréciera le flou volontaire. Mais cela ne fait que commencer.

Les auteurs avaient annoncé que l'histoire de l'Alsace serait désormais « mêlée » à celle de la France. Entre Hugues Capet et Louis XIV, soit 700 ans, l'histoire de l'Alsace est présentée

comme une histoire française, avec des rois français. Frédéric Barberousse, Frédéric de Hohenstauffen, Rodolphe de Habsbourg passent à la trappe.

Les chapitres suivants s'occupent de thématiques générales: le système féodal, les croisades, le développement des villes. Des thématiques qui pourraient figurer dans l'historiographie allemande. Ca et là, on trouve des allusions à des acteurs et des lieux alsaciens. A Strasbourg, on apprend que le maire s'appelle un ammeister, ou que l'évêque part en croisade.

On met aussi à contribution les illustrations alsaciennes, comme ci-contre.



Le Haut-Koenigsbourg, banalisé en « un château fort ». Le manuel est pourtant destiné à des jeunes dialectophones.

Les auteurs annonçaient qu'ils « mêleraient » histoire locale à celle de la France. Ils gomment simplement des siècles d'appartenance au Saint-Empire.

L'Alsace de Saint Louis et de Jeanne d'Arc

Au chapitre VIII, on sort des considérations générales pour mettre en scène deux personnages centraux dans le récit national français: **Saint Louis** et **Jeanne d'Arc**.

Saint Louis est le roi idéal: bon catholique, juste, compatissant avec les pauvres. Il lance deux croisades et finit par mourir à Tunis.

On a eu droit à Sainte Odile, voici donc Louis IX, le Saint. Une illustration le montre sous son chêne en train de rendre la justice, doté d'une auréole. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on n'est pas ici dans une ambiance très républicaine.

Pourquoi s'en étonner ? Dans la majorité Bloc National, il y a certes des radicaux, mais pour le moment, ils se tiennent tranquilles, et l'heure est à la cohabitation avec l'Eglise. Cette relation ne se gâtera que lorsque les radicaux en 1924, menaceront le Concordat.

Quant à **Jeanne d'Arc**, sa figure avait joué un rôle central dans la propagande de guerre française. En 1920, donc un an avant la publication de ce manuel, la Pucelle avait été canonisée. La Papauté revient de loin. Encore en 1911, le Vatican appelait à la conversion de la France, « persécutrice de l'Eglise ». En 1922, il fait de Jeanne d'Arc une sainte patronne secondaire de la France, laquelle est qualifiée de Fille Aînée de l'Eglise.

Le panel est complet: **Jeanne** patronne de la France, **Sainte Odile** patronne de l'Alsace et **Louis IX**, roi d'une Alsace sur laquelle il n'a jamais régné.

Les représentations de Jeanne d'Arc se multiplièrent en Alsace, spécialement sur les monuments aux morts des villages catholiques. L'Eglise prenait ainsi en charge de deuil des Alsaciens morts sous le mauvais uniforme. Les autres se contenteront souvent de la formule: *A nos Morts*. Les épitaphes elles aussi servent à réécrire l'Histoire.

La Renaissance

Avec les chapitres X et XI, on rentre dans l'Epoque Moderne. Les auteurs se focalisent sur les progrès techniques, qui n'ont heureusement



rien de politique: les armes à feu, l'imprimerie, la boussole, la découverte de l'Amérique.

Le personnage de **Gutenberg** trouvait naturellement sa place dans ce



récit. On le voit ici dans son atelier, en train d'imprimer, avec au fond, la cathédrale de Strasbourg. Il a bien vécu dans cette ville, mais c'est à Mayence que son atelier se met en route, après son association avec Fust et Schaeffer. Dans l'esprit des auteurs, Mayence est classée « allemande », ce que Strasbourg était aussi à l'époque.

Au chapitre XII, qui traite de la Réforme, on se recentre sur l'histoire locale. On dit certes que le protestantisme se répandit à la suite d'abus dans l'Eglise catholique mais que les gens du peuple furent obligés par les seigneurs d'embrasser la nouvelle religion. La répartition géographique du catholicisme et du protestantisme s'expliquerait par celle des anciennes seigneuries. Curieusement,

« il y eut moins de protestants en France qu'en Alsace et en Allemagne », formulation qui suggère que l'Alsace formait déjà une terre à part du Saint Empire. En même temps, le protestantisme alsacien apparaît comme une trace du système féodal.

Ces mêmes seigneurs (protestants) opprimaient durement les paysans, qui se révoltèrent en 1525. Pas un mot sur la composante religieuse de cette révolte. La condition paysanne ne s'améliora qu'au moment de la Révolution, un événement éminemment français.

Avec la Guerre de Trente ans et l'annexion de l'Alsace par Louis XIV, cette dernière intègre enfin le récit national français, après un millénaire de formulations étranges et de faux-semblants destinés à masquer l'appartenance de la région au Saint-Empire.

On commence par poser que les territoires de l'Alsace, bien que théoriquement rattachés au Saint Empire depuis le XI^e siècle (sic), « étaient restés à peu près indépendants », une autre manière de dire qu'ils sont à prendre.

La Guerre de Trente Ans (1618 - 1648), ne semble affecter que l'Alsace, qui est dévastée par les Suédois et les Allemands (?). Qu'étaient les Alsaciens à cette époque ? Des Lapons ?

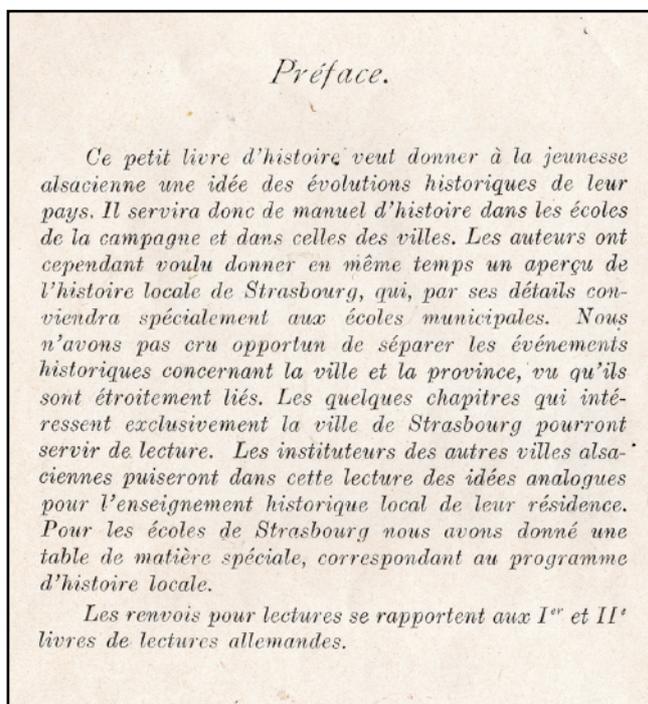
L'intervention française se fait à la demande de quelques seigneurs et de villes libres. Les choses se sont faites de manière bien plus complexe.

Les chapitres suivants ne présentent guère d'intérêt pour l'Alsace. Il faut s'arrêter à celui concernant la guerre de 1870. Bien sûr, c'est Bismarck qui est responsable de la déclaration de guerre française.

Rien sur l'Alsace-Lorraine allemande entre 1871 et 1918.

Cette période n'a été qu'une sorte de blanc dans le cours « normal » de l'histoire d'Alsace. Soyons honnêtes, pour beaucoup d'Allemands, avant 1870, la période « française » avait été symétriquement res-sentie comme une anomalie, qu'il s'agissait de corriger.

Ici, la méthode prenait la forme d'un *morphing* destiné à gommer en douceur des pans entiers de l'identité alsacienne.



Un autre son de cloche

On aurait pourtant tort d'imaginer un assaut général contre cette dernière. On ne peut effacer en une génération des siècles d'histoire. Voici deux pages d'une *Petite Histoire d'Alsace et de Strasbourg, à l'usage des écoles*, sortie chez Vix, libraire-éditeur à Strasbourg.

On note l'absence d'auteurs ou d'autorités scolaires. Pas de date non plus, mais le récit s'arrête avec l'entrée de l'armée française à Strasbourg, le 22 novembre 1918.

On est très probablement en 1919, année où la France s'installe et prend ses marques. C'est le sommet de « l'éblouissement tricolore »: visites présidentielles, festivités du 14 juillet, exposition sur le bombardement de 1870, début de la refrancisation culturelle, chasse aux «pangermanistes», etc.

Voici à présent une page concernant le fonctionnement de la Ville Libre de Strasbourg au Moyen-Age. On notera l'extrême précision dans un travail finalement destiné à des écoles municipales rurales.

L'exemplaire présenté ici porte la mention « communauté de Hoenheim », ce qui est une traduction fautive de *Gemeinde*, « commune ».

On a du mal à y voir une entreprise de falsification ...

b) Strasbourg au Moyen-Age.

La ville de Strasbourg formait une petite république. Elle possédait des remparts solides et de beaux édifices publics. Mais les bourgeois n'étaient pas contents de la conduite des nobles, qui n'obéissaient pas aux lois et qui dérangeaient souvent les bourgeois paisibles par leurs désordres et par leurs querelles.

Les familles de Zorn et de Müllenheim furent alors les plus puissantes à Strasbourg; elles se querellaient continuellement. Un jour dans une rixe sanglante plusieurs hommes des deux partis furent tués et beaucoup d'autres blessés. Alors les bourgeois s'emparèrent des portes et de l'hôtel de ville. Les patriciens coupables furent expulsés; les corps de métiers fournirent 25 échevins et un maître échevin.

Par cette révolution dans le régime de la Cité, la ville monta à l'apogée de sa puissance et de sa gloire. Même à l'empereur présent dans ses murs elle ne prêtait pas serment de fidélité. Elle frappait monnaie d'or et d'argent (école St-Thomas, Münzgasse); aussi exerçait-elle dans son domaine la justice suprême selon ses propres lois. Les bourgeois s'exerçaient avec zèle au maniement des armes pour se défendre contre tout ennemi.

L'industrie, le commerce et les arts florissaient plus que jamais.

Résumé. 1. L'Alsace était divisée en un grand nombre de seigneuries, dont les principaux chefs étaient les Habsbourg, les comtes de Ribeaupillé, l'évêque de Strasbourg, les comtes de Hanau-Lichtenberg.

2. Les villes se gouvernent elles mêmes. Dix villes forment une ligue (la Décapole) Strasbourg est même une petite république indépendante. Après l'expulsion des familles patriciennes, les bourgeois s'emparent du gouvernement. Strasbourg et les autres villes alsaciennes montent à l'apogée de leur gloire, de leur richesse et de leur puissance.

Ces deux exemples nous rappellent que l'enseignement de l'Histoire dans l'Alsace de 1918 ne présente pas un paysage univoque. Il n'empêche qu'il y a bien eu une politique de francisation visant l'identité des jeunes générations, celles qui n'avaient pas connu le Reichsland. Elle comportait une facette *Histoire locale*.

Nous renvoyons à la chronique du 1^{er} novembre 2016, « Les Alsaciens sont des Chinois ».

Cette politique a été pour le moins chaotique et a engendré comme on ose le dire à présent, des désillusions, puis une montée en puissance de l'autonomisme.

Revenons-en au projet récent d'un enseignement de l'histoire locale. Il suffit de relire les divers intervenants pour comprendre ce que deviendrait la discussion si on les mettait tous autour d'une table...

Pierre Jacob



